

**Convention collective**

IDCC : 9292. – **EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES  
(FINISTÈRE)**

**(21 novembre 1985)**

(Etendue par arrêté du 22 mai 1986,  
*Journal officiel* du 30 mai 1986)

■ *Journal officiel* du 17 janvier 2007

**Arrêté du 19 décembre 2006 portant extension d'un avenant à la  
convention collective de travail concernant les exploitations hor-  
ticoles et pépinières du département du Finistère (n° 9292)**

NOR : AGRF0700070A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,  
Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I<sup>er</sup> du code du travail (parties Législative et Régle-  
mentaire), notamment ses articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14 et  
R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'arrêté du 22 mai 1986 portant extension de la convention collective  
de travail du 21 novembre 1985 concernant les exploitations horticoles et  
pépinières du département du Finistère et les arrêtés successifs portant exten-  
sion des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 7 juillet 2006 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du  
18 novembre 2006 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et  
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et  
du logement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 29 du 7 juillet 2006 (Classifications pro-  
fessionnelles) à la convention collective de travail du 21 novembre 1985  
concernant les exploitations horticoles et pépinières du département du Finis-

tère sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 décembre 2006.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :

*Le directeur du travail,*

J.-P. MAZERY

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/44 en date du 2 décembre 2006, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.